

STATUT DE MUTUELLE EUROPÉENNE

**pour élargir le principe de solidarité
dans tous les Etats membres**

Les traités européens ne font aucune mention des mutuelles. Elles revendiquent depuis longtemps un statut de mutuelle européenne qui leur donnerait, comme à toutes les autres formes d'entreprises, les mêmes outils juridiques permettant de se développer et d'offrir leurs services sur le marché unique.

ENJEUX

Les mutuelles proposent des services d'assurance, des soins de santé et des services sociaux. Représentant 25% du secteur de l'assurance européenne en termes de chiffre d'affaires, elles ont un poids économique important. Et elles se différencient par le fait que ce sont des sociétés de personnes (physiques ou morales), de droit privé, à la gouvernance démocratique, régies par le principe de solidarité, et dont les profits sont investis au bénéfice des membres¹.

Dans un contexte de crise et de désengagement des Etats en terme de protection sociale, les mutuelles, en tant qu'entreprises sociales, jouent un rôle essentiel dans la protection des citoyens européens et présentent une alternative intéressante au modèle économique lucratif classique.

Le statut de mutuelle européenne complèterait la mise en place du marché unique et garantirait à tous les européens la pluralité des offres et l'accès à une couverture solidaire de leurs risques sociaux.

RÔLE DU PARLEMENT

Grâce à l'adoption par le Parlement européen du rapport d'initiative législative sur le statut de la mutuelle européenne en mars 2013, ce dossier a été relancé dans l'agenda de la Commission.

La prochaine étape réclamée par les eurodéputés est la présentation d'un texte officiel.

¹ Étude Panteia pour la Commission européenne - 12 octobre 2012 « Study on the current situation and prospects of mutuals in Europe »



POSITION DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

L'absence de statut européen entrave le développement des mutuelles dans le marché intérieur.

Ce statut doit permettre aux mutuelles d'agir à l'échelle de l'Union dans un cadre respectueux de leurs spécificités, pour mener des activités transfrontalières et constituer des groupes mutualistes européens. C'est également un outil qui contribuera à la diversification des activités des organismes mutualistes. Il est désormais d'une impérieuse nécessité pour répondre aux nouvelles règles européennes comme Solvabilité 2.

CALENDRIER

Le Commissaire en charge des entreprises a annoncé le 16 janvier 2014, « une initiative législative sur le statut de la mutuelle européenne » qui interviendrait après les résultats de l'étude d'impact attendus le 22 janvier, dernière étape avant la rédaction d'une proposition législative.

Cette déclaration rend donc possible une proposition avant la fin de la mandature européenne (juin 2014) pour une mise en œuvre « fin 2015 - début 2016 », selon le Commissaire.



A RETENIR

Aider à promouvoir la mutuelle comme modèle économique alternatif, porteur de valeur ajoutée sociale en période de crise.